

Collège : réagir sans renoncer

Lorsqu'on évoque les difficultés croissantes à enseigner en collège deux expressions reviennent sans cesse. "Élèves en difficulté", "nouveau public". Elles ont le mérite de ne fâcher personne mais elles sont devenues aussi une manière de s'interdire de penser.

Dans le discours de l'institution, d'une bonne part des médias, et de la partie des sciences de l'éducation à laquelle ils aiment se référer, l'élève en difficulté est un enfant désireux d'apprendre mais qui ne comprend pas parce que ses enseignants s'acharnent sur des contenus obsolètes avec des méthodes qui le sont tout autant.

Ces enfants sont pauvres, souvent d'origine étrangère, ils vivent en banlieue et sont porteurs de mille richesses culturelles que leurs enseignants sclérosés s'acharnent à négliger. La violence qu'expriment ces enfants est regrettable mais légitime. Elle répond à la violence "symbolique" du système éducatif (C.F. Dubet).

Comme dans tout spectacle passent là un peu de vérité et pas mal de fiction romanesque.

Ce que vivent la plupart des enseignants de collèges est sensiblement différent. D'abord parce qu'il est devenu extrêmement difficile d'engager un très grand nombre de nos élèves de nos élèves dans l'acte d'apprendre. Et cela quelles que soient les méthodes employées. Problèmes graves d'attention et de mémoire, désinvolture face aux consignes, bavardages intempestifs, déplacement non autorisés, justifications demandées pour tout et n'importe quoi...

Comment trouver réponses à cela ? Visiblement les projets ministériels et syndicaux s'engagent dans la direction de l'aide, de l'interdisciplinarité et de la pédagogie de projet. Dans la voie du développement de l'évaluation aussi.

Pouvoir pratiquer dans de bonnes conditions une pédagogie interdisciplinaire suppose que soient résolues deux questions. Il faut développer considérablement la documentation, devenue alors centrale. et les NTIC. Si elle semble plus motivante, on peut se demander quelles sont les limites de la pédagogie de projet en termes d'acquisitions systématiques des connaissances et de réduction des inégalités.

Il faut que soit enfin résolue la question de la concertation. Cela ne peut se faire que dans le cadre d'une diminution de la charge de travail actuellement imposée, c'est à dire par la réduction du nombre d'élèves en charge, pour chaque professeur, dans chaque discipline. Cette concertation ne fonctionnera que si elle devient un élément du travail de même statut qu'enseigner ou corriger.

Le poids des corrections doit être clairement redéfini avec les corps d'inspection en réfléchissant à ce qui est indispensable à l'élève et ce qui n'est que fastidieuse perte de temps.

Le texte du ministre prévoit de développer considérablement les évaluations. Mais pour quoi faire ? Pour mieux connaître les difficultés des élèves et leur faire mieux comprendre la cause de ces difficultés ? Soit. Mais on rencontrera vite les limites de cette démarche si elle ne s'accompagne pas d'un gros travail commencé bien en amont sur le sens d'apprendre. On ne peut se contenter de dire à un enfant de 11 ans qu'il verra bien "quand il sera grand". Il faut aussi tenir compte du fait que "la culture des "nouveaux publics", très influencée par des médias mercantiles, ne valorise pas le fait de savoir, "l'intello" étant "le bouffon" par excellence. Peut-on apprendre dans le mépris de la vie intellectuelle, par le seul "faire" ?

Cela supposerait donc que ne pas savoir entraîne une sanction scolaire. On se heurte ici à la difficulté d'appliquer cette sanction dans le cadre d'une longue scolarité obligatoire qui vous garde à l'école quoi que fassiez ou ne fassiez pas. A cela s'ajoute la conviction apparemment partagée à tous les niveaux que l'élève qui ne travaille pas et, surtout en n'y engageant le moins possible son esprit, est d'abord victime d'implacables déterminismes sociaux, d'où la terreur de l'orienter prématurément vers des activités manuelles dont on vante la dignité et les vertus formatrices en même temps qu'on déplore le malheur d'avoir à les exercer.

Il faut également éclaircir le concept d'aide. L'élève travaille d'abord avec sa classe et c'est dans la classe qu'il doit trouver les moyens de comprendre et d'apprendre. Le "je ne comprends pas" des élèves sont le plus souvent un refus de s'engager dans les procédures de compréhension à la fois individuelles et collectives que propose la classe. Presque toujours l'élève comprend dès qu'il essaye réellement de le faire. On ne peut pas l'aider s'il ne s'engage pas dans cette démarche. Tout le problème étant de l'en persuader. C'est pourquoi les groupes à effectifs réduits peuvent se monter très décevants sur le plan des résultats. Ils sont indispensables pour de multiples activités mais ils ne sont pas en eux-mêmes la promesse d'un progrès. Ils peuvent même être dommageables à tous s'ils sont obtenus en sacrifiant les moyens généraux indispensables à l'exécution des programmes. Leur objet principal n'est pas non plus de réduire la pénibilité du travail de l'enseignant. Cet objectif primordial doit être obtenu par une réflexion beaucoup plus globale sur la nature des services et le fonctionnement des établissements.

La violence n'est que la face la plus spectaculaire d'une désaffection générale qui touche la plupart des élèves. Cette désaffection est aussi le fruit d'un profond changement de statut de la culture. Que notre sensibilité soixante huitarde (ou post soixante huitarde !) se réjouisse, la culture de nos élèves n'est plus "bourgeoise" ! Mais qu'est-elle ? Si l'on veut bien se garder de tout jugement de valeur (est-ce possible ?) à son sujet, si l'on résout le très

difficile problème du partage entre le prof et l'élève de ce que l'un et l'autre aime ou n'aime pas, il reste à se demander ce qu'on peut y exploiter dans le sens du bien de l'élève et de la république.

Cette désaffection correspond à des mutations de société que nous ne contrôlons pas. Constaté qu'il n'est plus possible de voir un film dans certaines salles dans des conditions acceptables de tranquillité alors que le public a pourtant fait son choix et payé une place laisse songeur. Le seul chemin de la séduction n'est apparemment pas suffisant. Il faut donc voir du côté de la psychologie, dans la formation des professeurs mais surtout dans le développement de cette fonction au sein des établissements.

Beaucoup d'enfants vont mal, très mal même, et pour de multiples raisons. Ils semblent incapables d'exercer un contrôle sur eux-mêmes y compris dans le cadre d'une activité qui les intéresse. Ils sont loin de tous venir de milieux défavorisés.

Il faut développer la vie scolaire on ne comptant pas toujours sur le volontariat. Beaucoup de personnes sont formées à l'action culturelle et ne trouvent pas d'emploi. Faire éclater les collèges, C'est le discours officiel ; mais dans la réalité connaît-on beaucoup de projets précis allant dans ce sens ? Beaucoup de nos collèges, construits dans la hâte et dans l'économie, sont d'un tel inconfort qu'ils ne peuvent que dégrader les conditions de travail. Le ministre dit vouloir être ambitieux sur ce plan où il y a effectivement urgence.

Avec toute la prudence que requiert ce domaine délicat, Il faudra cependant se résoudre à réfléchir aux moyens de responsabiliser les familles et les élèves. Alors qu'en matière de prévention routière, par exemple, on estime qu'il est fatal de réprimer de plus en plus, on semble continuer de croire que l'univers scolaire va fonctionner par la seule vertu de la parole. Beaucoup d'élèves ont parfaitement compris que leur indiscipline ne portera guère à conséquence. (au pire, quelques jours de congés supplémentaires). Quelques parents semblent penser, mais, hélas, un nombre significatif de responsables hiérarchiques aussi, que le professeur doit exercer une patience infinie au prix de son autorité, de sa dignité, et de sa santé éventuellement. Les difficultés de recrutement actuelles – et les doutes sur le collège unique – n'ont peut-être pas d'autres sources puisque beaucoup de jeunes enseignants s'estiment (à tort !) convenablement payés.

Qu'on y prenne garde ! Tous nos établissements ne sont pas accablés de violence, mais beaucoup de nos classes, quel que soit leur environnement sociologique, sont devenues insupportables. Ou bien nous agissons ou bien ce phénomène détruira l'enseignement public à court terme. Il y a un moment où l'indulgence devient de la complaisance et où la légitime prise en compte de la psychologie et de la sociologie doit admettre l'application d'une loi commune.

On a pris le problème à l'envers. Tout professeur qui se plaint de certains élèves se voit invariablement répondre "où voulez-vous qu'ils soient ?". Eh Bien, à moins d'admettre que l'école est une garderie où des adultes servent d'exutoire en attendant que jeunesse se passe, pas dans la classe, aujourd'hui, s'ils l'empêchent de fonctionner. C'est à tous les adultes et pas aux seuls professeurs d'inventer des solutions sachant qu'en ce domaine rien n'est jamais pleinement satisfaisant et donc ne peut et ne doit rester définitif. Mais ce renouvellement de la vie scolaire -tant sur le plan éducatif que sur le plan répressif- ne pourra se faire qu'en recrutant massivement CPE et surveillants.

Le débat public, ou du moins médiatique, lancé par Jean Luc Mélançon et qui a précédé la parution du texte d'orientation a eu le mérite de reposer les problèmes mais on y a bien senti la tentation de certains retours en arrière. Or il s'agit de réagir sans devenir réactionnaire. La nécessité d'une bonne formation, y compris générale, pour tous, s'impose. Il n'y pas lieu de renoncer à nos idéaux. Mais l'idéalisme n'a de sens que lorsqu'il se donne les moyens d'approcher de ses espoirs. Il faut s'en donner tous les moyens en ne spéculant pas indéfiniment sur le bénévolat et le sacerdoce.

Il faut aussi reprendre nos responsabilités d'adultes dans les collèges. Et oser exercer fermement le pouvoir qui va avec. Cela ne s'oppose en rien, tout au contraire, aux droits de l'enfant. Il ne faut plus mentir aux élèves sur la réalité de leur niveau, Il ne faut pas leur faire croire que l'école est un univers ludique. Il faut oser dire clairement qu'on n'a jamais aidé quelqu'un qui ne trouve pas la volonté d'agir. Cela suppose des moyens et de bien les utiliser. Les moyens permettant de redresser la situation et d'évoluer positivement sont au moins aussi importants que les moyens d'enseignement proprement dit puisque, sans eux, on ne pourra bientôt plus enseigner.

Si toute cette volonté n'existe pas, tout ce qui se fera sur l'école ne sera que gesticulation.